

La Société Le Nickel

Fondée en 1880 à Paris, ayant traversé les cataclysmes et les crises économiques du XX^e siècle, la SLN est aujourd'hui, comme elle l'était hier, un acteur incontournable de l'industrie du nickel.

Cette pérennité, elle la doit à la pugnacité d'une poignée d'hommes, au fil des générations, celle des découvreurs, des pionniers, des bâtisseurs, des financiers, des industriels, et à tous ceux qui les ont suivis dans cette aventure.

Elle la doit aussi à la Nouvelle-Calédonie et à l'importance de ses gisements miniers, ainsi qu'à la croissance de la demande mondiale de nickel.

par **Philippe GROS***

Durant la première moitié du XX^e siècle, bien qu'en forte croissance, la consommation de nickel est restée modeste en regard des chiffres actuels : environ 100 000 tonnes, à l'aube de la Deuxième guerre mondiale, tandis que la part de marché de la SLN, concurrencée principalement par les productions canadiennes, était de l'ordre de 7 000 tonnes.

Les exploitations minières étaient alors centrées essentiellement à Thio, sur la côte Est de la Calédonie et dans le massif du Koniambo, près de Voh, sur la côte Ouest. L'extraction à ciel ouvert, sous faible couverture, limitée aux minerais les plus riches, était essentiellement manuelle : elle mobilisait une main-d'œuvre conséquente, dont, pour une large part, des Japonais et des Vietnamiens, sous contrats temporaires de longue durée. Le transport du minerai, depuis les mines situées en montagne jusqu'aux wharfs de chargement, en bord d'océan, était assuré par des moyens plus ou moins rudimentaires, les plus sophistiqués étant les premiers téléphériques.

Le minerai, transporté par mer jusqu'à Nouméa, était traité à l'usine de Doniambo, où les établissements Ballande avaient implanté en 1910 une installation pyrométallurgique produisant de la matte de nickel (une fonte, sulfurée au moyen de gypse (sulfate de calcium naturel)), installations reprises par la SLN après la Grande Dépression (de 1929), tandis qu'elle avait arrêté ses propres installations, d'abord à Thio, puis à Yaté.

Cette matte était ensuite expédiée à une usine d'affinage implantée au Havre par la SLN en 1888, puis totalement modernisée en 1933, qui produisait un métal affiné (à 99,5 % de nickel + cobalt), ainsi, accessoirement, que des sels de nickel.

La Seconde guerre mondiale interrompit toute cette logistique industrielle. En Calédonie, l'activité fut maintenue grâce à l'importation – périlleuse – de charbon australien et grâce à l'exportation des mattes – tout aussi périlleuse – vers les Etats-Unis.

La fin de la guerre laissait toutefois la SLN exsangue : *« les équipements, durement mis à contribution pendant plusieurs années dans les conditions d'entretien les plus mauvaises, sont à bout. La main-d'œuvre qualifiée fait défaut, comme font défaut les devises nécessaires à l'achat de charbon australien. Enfin, la demande de nickel s'effondre... , une longue convalescence commence. »* (Cent ans d'histoire du Nickel, J.P. Portelette).

DE 1950 AUX ANNÉES 80

Durant ces quelques quatre décennies de l'après-guerre, bien qu'affectée par des crises multiples, passant par des crises très marquées de croissance ou de profonde récession, la SLN va connaître une mutation sociétale et

* Ancien président directeur général de la Société Le Nickel, 1986-1998.

industrielle qui va faire d'elle un groupe minier et métallurgique d'envergure internationale, spécialisé dans la production de nickel, de manganèse et d'aciers spéciaux : Eramet.

A la description chronologique, quelque peu fastidieuse, de ces différentes étapes, il me semble préférable de parcourir les facteurs, les stratégies et les techniques qui ont présidé à ce développement industriel allant de l'après-guerre jusqu'aux années 80, et qui fut le fruit d'une alchimie d'éléments et de contraintes externes et internes, forgés par la lucidité et l'énergie de quelques hommes d'exception.

LA DEMANDE DE NICKEL

La croissance spectaculaire de la demande de nickel, de l'ordre de 7 % l'an, entre 1950 et 1980, portée essentiellement par de forts besoins en aciers inoxydables ou de très haute qualité et ce, dans tous les domaines (équipements industriels, industries chimiques et alimentaires, transports, constructions, électroménager...) constitue, bien évidemment, l'opportunité de ce développement de la SLN. Mais encore avait-il fallu avoir su l'anticiper, dès l'orée des années 50.

Jusqu'à cette époque, la filière de la SLN passait par la matte, en Nouvelle Calédonie, et la production de métal, au Havre. Cependant, la première étape métallurgique consistait bien à produire, à la coulée du four, un ferronickel, transformé en matte, par apport de gypse, à l'affinage. Ce ferronickel, comme son nom l'indique, était donc susceptible d'apporter deux des trois composants des inox, économisant ainsi toute les étapes conduisant au métal ; mais encore fallait-il non seulement en convaincre les aciéristes, mais les amener à adopter le procédé AOD (argon-oxygène decarbonisation), leur permettant d'utiliser des produits moins nobles.

Tel fut, donc, à l'issue de la période de remise en ordre des installations, l'axe stratégique : produire des ferronickels destinés à la production d'aciers inox, tout en maintenant et en modernisant la filière conduisant au métal destiné, pour l'essentiel, au marché des aciers de très haute qualité. Cet axe était bien celui d'une intégration verticale des mines jusqu'à la métallurgie, allant jusqu'à la création d'un réseau commercial international. Il limitait, à terme, l'exportation directe de minerai brut auprès de fondeurs japonais.

Cependant, cet acte de foi en l'avenir n'occultait pas, pour autant, le caractère profondément cyclique de ces marchés, dû tant à la volatilité de la demande finale, avec ses « stop and go » et à la flexibilité des aciéristes qu'à l'effet d'hystérésis inhérent à la croissance des productions primaires.

Il y eut donc des ruptures profondes, dont assurément la plus grave (car couplée avec la crise énergétique) fut la période entre les années 1975 et 1987.

LA COMPÉTITIVITÉ

La consolidation de la compétitivité de la filière calédonienne était bien évidemment l'autre axe stratégique. Intrinsèquement, cette filière, partant des minerais silicatés, dispose d'atouts tout aussi solides que ceux de la filière canadienne, fondée, quant à elle, sur des minerais sulfurés : abondance des réserves minières, extraction à ciel ouvert sous faible couverture (par opposition à des mines profondes), métallurgie plus simple mais, a contrario, un minerai non (ou faiblement) susceptible d'être enrichi, nécessitant une logistique lourde et une capacité métallurgique (par unité produite) importante et énergivore.

Pallier ces deux handicaps impliquait donc le développement des mécanisations et des automatisations, d'une part et, d'autre part, la diminution des consommations et des coûts de l'énergie par unité produite : bref, une constante dans l'innovation et ce, sur la totalité de la filière.

Les conditions sociales, économiques et fiscales en Nouvelle Calédonie, dans l'après-guerre, représentaient aussi un lourd handicap : manque de main-d'œuvre qualifiée, tissu industriel pratiquement inexistant, fiscalité archaïque fondée sur des droits *ad valorem* sur les importations et les exportations, des handicaps qui ne seront que très progressivement (et très partiellement) gommés, au fil des décennies suivantes.

Enfin, la compétitivité intrinsèque était comparable à celle de la concurrence, certes, mais elle était profondément bousculée par la valse des parités monétaires, avant (et surtout, après) l'abandon de la parité fixe dollar/or, décidé lors de la conférence de Bretton-Woods (en 1944).

L'ACTIONNARIAT

« *Au siècle précédent, ma famille avait traditionnellement investi dans les matières premières...* » (Guy de Rothschild, *in Contre bonne fortune*, 1983), dans la SLN notamment, dont elle était restée le premier actionnaire, ainsi que dans Peñarroya, dont elle détenait 10 %.

Après la Seconde guerre mondiale, en 1953, Guy de Rothschild (*primus inter pares* de la génération d'après-guerre) regroupa ces actifs familiaux en une seule main dont sa famille avait le contrôle : la Société d'investissement du Nord. Celle-ci fusionna, ensuite, avec la Compagnie du Nord, elle-même contrôlée par la Banque Rothschild.

Cette Compagnie du Nord regroupait ainsi des actifs dispersés et diversifiés, allant du transport aux participations et aux activités pétrolières (via Cofirep et Francarep), ainsi qu'aux participations minières déjà citées.

Guy de Rothschild, constatant, au cours des années 60, que ces deux sociétés confrontées aux cycles des métaux

manquaient de ressources pour financer leur développement, assuma directement la présidence de Peñarroya et recruta Bernard de Villemejeane pour le seconder et entreprendre leur regroupement, en utilisant les moyens financiers de Cofirep à la manière d'un levier.

C'est ainsi qu'en 1968 la Compagnie du Nord devint le plus gros actionnaire de la SLN, qui détenait alors elle-même plus de la moitié du capital de Peñarroya. Peu après, la SLN acquit auprès de Suez et du public plus de 90 % de Mokta.

Dans le même temps, il confia la présidence de la SLN à Louis Devaux, au départ de Jean Guillard, l'homme de caractère qui avait forgé le déploiement industriel de la SLN dans l'après-guerre, alors que s'engageait une nouvelle expansion, en partenariat avec Kaiser Aluminium, mais au prix d'un endettement très lourd – trop lourd pour être supportable, en cas de retournement du marché ou des parités monétaires.

C'est pourtant ce qu'il advint entre 1971 et 1974 : retournement très brutal du marché après une période euphorique, inversion défavorable de la parité franc/dollar, hausse brutale des prix du pétrole, tandis que Kaiser souhaitait se retirer... situation insoutenable, que découvrit Yves Rambaud en 1971, après sa nomination à la tête de l'activité nickel !

Pierre Guillaumat présidait alors la florissante SNPA, la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine, et il s'intéressait à un développement diversifié, notamment dans le nickel. Un accord fut conclu en 1974, au terme duquel toute l'activité nickel fut réunie dans une nouvelle société, la Société Métallurgique Le Nickel, qui racheta la participation de Kaiser, dont la moitié fut cédée à la SNPA. Dans le même temps, enfin, avec l'aide de l'Etat, la Nouvelle-Calédonie adoptait pour cette industrie un régime fiscal plus conforme et plus proche de celui de ses concurrents canadiens (ou autres).

Et l'ancienne SLN devint ainsi Imétal, qui, détenant, entre autres, 50 % de cette nouvelle société, redeviendra la SLN !

Mais cette crise, démarrée en 1971 (une crise, classique, de surcapacité, mais aggravée en 1974 et en 1978 par les chocs pétroliers et leurs conséquences dépressives tant sur l'économie mondiale que sur les parités), perdura bien au-delà de ces événements.

Au début des années 80, dans un contexte politique nouveau, celui des nationalisations, tandis que les deux actionnaires Imetal et SNPA ne pouvaient (ou ne voulaient) plus suivre, une nouvelle restructuration financière, avec l'aide de l'Etat, conduite par l'ERAP, s'avéra indispensable à la survie de l'activité. Ce fut la création d'Eramet, dont le capital fut porté à 70 % pour l'ERAP, et 15 % pour chacun des anciens actionnaires.

Eramet regroupa l'ensemble des actifs calédoniens dans la nouvelle SLN, qu'elle détenait en totalité, tandis qu'elle gérait en direct les actifs métropolitains, les activités de recherche, l'ingénierie et le réseau commercial.

Pari risqué de Pierre Boisson, qui en assumait la présidence, et d'Yves Rambaud qui en assurait la direction générale.

Mais pari gagné, à la fin des années 80, avec l'assainissement du marché.

En 1990, le sidérurgiste Nisshin Steel entra dans le capital de la SLN, à hauteur de 10 %, consacrant une relation de longue date.

En 1994, Eramet fut introduit en bourse, permettant le désengagement d'Imétal et de la SNPA (devenue Elf entre-temps), puis celui de l'Erap... : c'est une nouvelle histoire qui commençait.

LES DÉVELOPPEMENTS MÉTALLURGIQUES

En 1950, alors qu'elle retrouvait ses niveaux de production d'avant-guerre (6 900 tonnes de nickel) et qu'apparaissait une pénurie de nickel, partiellement liée à la mobilisation du « stock-pile » américain, la SLN lança le projet de la reconversion de sa filière industrielle et de ses outils miniers et métallurgiques, donnant la priorité à la production de ferronickel et à la fusion électrique, un choix qui, à l'époque, laissa certains observateurs dubitatifs, mais qui se révéla, à l'expérience, performant : ce fut notamment la construction d'une nouvelle usine, à Doniambo, avec la mise en service progressive de huit fours Elkem, de 11 MW et leurs installations d'affinage du métal à l'aval, deux bas-fourneaux et une cokerie. Ce fut aussi, en amont, l'extension du quai minéralier, le stockage du minerai, le pré-séchage et, à l'aval, la construction d'un atelier de conditionnement et d'expédition des produits finis. S'y ajoutaient une centrale à oxygène et une nouvelle centrale électrique d'une puissance de 60 MW, tandis que les anciennes installations étaient arrêtées et démantelées.

Parallèlement, afin de soutenir ce développement, l'Etat décidait (et orchestrait) la construction du nouveau barrage hydroélectrique de Yaté, dans le sud de l'île.

Enfin, l'usine du Havre connut, elle aussi, une modernisation et une augmentation de capacité, laquelle fut portée à 12 000 tonnes.

Ainsi, en quinze années, la capacité de production en nickel (contenu dans le ferronickel et en métal pur) quintupla, pour finir par atteindre les 37 000 tonnes, en 1967.

En 1967 toujours, une seconde étape, majeure – celle d'un doublement de capacité – fut entreprise, en partenariat avec Kaiser Aluminium, avec le lancement de la construction (achevée en 1974) de trois fours Demag de 32 MW, associés à une nouvelle centrale électrique de 160 MW, entraînant l'arrêt des bas-fourneaux, puis des Elkem...

C'est ainsi que la production atteignit les 71 000 tonnes, en 1975.

Le choix audacieux de ces fours de puissance fit bien évidemment l'objet de quelques controverses, que

l'expérience acquise au cours de leurs quelque vingt années de fonctionnement en continu gomme des mémoires !

Dans la décennie 70, les travaux du centre de recherche et de l'ingénierie aboutirent, eux aussi, à deux innovations majeures : la mise au point du procédé de grenillage des ferronickels (afin d'adapter le produit aux installations automatisées des aciéristes) et, plus stratégique, le procédé hydro-métallurgique de traitement des mattes, aboutissant à des nickels de très haute qualité et à des sels de nickel de grande pureté, grâce à la nouvelle usine implantée à Sandouville (et au démantèlement de l'ancienne usine du Havre), investissement majeur qui démontra, par la suite, tout son intérêt en termes de marché, de notoriété et de rentabilité. Cette nouvelle usine met en œuvre un procédé conçu par le centre de recherche : attaque au chlore de la matte, filtration par des résines échangeuses d'ions, purification des chlorures et, enfin, électrolyse des chlorures de nickel ou précipitation des sels de nickel, de cobalt et de fer.

Ces efforts de recherche et d'innovation furent bien évidemment poursuivis au-delà de la période évoquée, visant tant à la qualité des produits qu'à la performance des outils et, aujourd'hui, par exemple, les trois mêmes fours Demag, à la suite de nouvelles innovations, majeures, dans les technologies électriques et dans celles du refroidissement des parois, ont été portés à 60 MW.

LA CONNAISSANCE DES MINERAIS ET DES GISEMENTS

Les gisements calédoniens proviennent d'un processus d'altération supergène et de re-concentration différentielle des constituants des péridotites, formation pré-existante, à la base de la lithosphère, dont un fragment, par la grâce de la tectonique des plaques, est venu chevaucher (par obduction) le substratum de ce qui allait devenir la Nouvelle-Calédonie.

Ce processus a abouti à la formation, sur quelques dizaines de mètres d'épaisseur, de latérites recouvrant des horizons moins décomposés, les saprolites, localement enrichies en nickel, dont une expression minérale très riche fut découverte par l'explorateur-géologue Jules Garnier (1839-1904) : la garniérite. Ces saprolites peuvent localement afficher des teneurs en nickel de l'ordre de 2,5 à 4,5 %, ce sont des minerais communément qualifiés de « silicatés ».

L'essentiel du domaine minier de la SLN avait été constitué avant la Seconde guerre mondiale. Reconnu par puits peu profonds et exploité par une activité minière plutôt cantonnée dans les bordures, sous faible recouvrement latéritique, il ignorait les extensions, et même les gisements sous fort recouvrement latéritique.

L'extraction minière portait sur les zones les plus riches des gisements de Thio ou du Koniambo. Les tonnages produits étaient modestes : environ 150 000 tonnes, en 1950.

La connaissance des minerais et gisements paraissait a priori suffisante, lorsque fut décidée la première augmentation des productions minières, impliquant en outre l'ouverture de nouveaux pôles miniers sur la côte Est, à Poro, puis, ultérieurement, à Népoui, sur la côte Ouest, portant la capacité minière à plus de 2 millions de tonnes en 1970.

De cet optimisme excessif dans la connaissance des gisements et du fait même de la mécanisation de l'extraction, il résulta une baisse, progressive et significative, des teneurs en nickel du minerai extrait.

Aussi, dès la fin des années 60, l'effort porta-t-il sur la géologie et la reconnaissance des gisements par sondages, échantillonnages et tests. Ainsi, furent découvertes des extensions importantes de gisements, sous couverture latéritique, notamment, en 1974, celles du gisement de Méa-Kouaoua sur la côte Est, mis en exploitation en 1978 et devenu le pilier de l'alimentation de l'usine jusqu'aux années 2000.

Cet effort, accru dans les années 70, porta également, d'une part, sur la pétrographie des minerais et, d'autre part, sur le contrôle géologique des exploitations.

Il en résulta un relatif redressement des teneurs et de la récupération des gisements et, aussi, les prémices des possibilités d'enrichissement, qui deviendront effectives, avec l'ouverture, en 1992, de la mine du Kopéto.

L'EXTRACTION MINIÈRE

L'armée américaine utilisa dès 1942 la Nouvelle-Calédonie comme base arrière de la reconquête du Pacifique. Avec elle, une cohorte d'engins de toute nature pour tracer des pistes et ouvrir des bases aériennes démontra la maniabilité et l'efficacité de ces machines et inspira, dès la fin des hostilités, la mécanisation des mines, une révolution ouvrant la porte aux grands décapages et, donc, à l'extension des gisements exploitables, à la croissance des productions, à la productivité et à la baisse des coûts d'extraction... Mais aussi, comme précédemment mentionné, à une diminution importante des teneurs, du fait même du changement de l'instrument de sélection, au front de taille, la pioche et la pelle du mineur étant abandonnées au profit du godet de l'excavatrice – phénomène bien connu !

Il s'ensuivit un long apprentissage des ingénieurs, techniciens et opérateurs en matière de programmation des exploitations, de maîtrise de la construction des routes minières (sur des sols relativement meubles, en mon-

tagne et sous un climat tropical), de sélection, de contrôle du stockage des stériles..., tandis qu'au fil des années, les constructeurs développaient et amélioraient considérablement les machines, passant des excavatrices à câble aux pelles hydrauliques et aux engins montés sur pneus, augmentant la puissance des bulldozers ou la taille des dumpers (passés de 15 tonnes dans les années 50 à 50 tonnes dans les années 70, et à 100 tonnes, aujourd'hui). Il fallut aussi apprendre à optimiser l'emploi de ces machines entre spécialisation et polyvalence, maîtriser la logistique de leur maintenance.

Avec le recul de l'histoire, on peut estimer que cet apprentissage s'étala sur près de trois décennies !

Il en résulta cependant une croissance considérable des productions minières de la SLN, passées de quelque 100 000 tonnes avant 1950 à plus de 3 millions de tonnes, en 1975.

Cette mécanisation concerna également le triage du minerai tout-venant. Ce minerai, issu d'un processus d'altération et de concentration, appelant un triage et un criblage permettant de récupérer des parties utiles relativement meubles et de rejeter des cœurs rocheux stériles, opérations jusqu'alors effectuées à la main.

L'augmentation des quantités à produire imposa une solution mécanisée, développée dès les années 50, appelée « tritout », une sorte de tambour d'attrition et de criblage : une première étape d'enrichissement, avant celle d'un procédé minéralurgique beaucoup plus élaboré, qui verra le jour plus tard, en 1992, à la mine du Kopéto.

LES TRANSPORTS DES MINERAIS

Le transport du minerai, de la mine au wharf (avec des dénivellés parfois supérieurs à 1 000 mètres, sur des distances pouvant atteindre les 25 kilomètres), le chargement des minéraliers, puis le transport par mer, de ces wharfs à l'usine, représente un poste conséquent du prix de revient et, donc, de la compétitivité.

Entre les deux guerres, déjà, la SLN avait équipé la mine de Thio d'un téléphérique et d'un transbordeur, et même d'un train.

Avec la mécanisation et l'augmentation des productions, dès les années 50, avec les innovations, dont certaines, aventureuses, furent sans lendemain, elle mit en œuvre différents procédés : camionnage, téléphériques, Secam (mis au point et utilisé dans les mines de fer de Lorraine), convoyeur rectiligne de Népoui, sur 11 km d'un seul tenant, convoyeur curviligne de Méa (une première mondiale)... et, beaucoup plus tard, avec le développement de la mine du Kopéto, un transport hydraulique du minerai, sous la forme de pulpe, jusqu'à l'usine d'enrichissement.

Dans la même veine, elle équipa les stockages et les reprises des wharfs.

Enfin, elle arma ou affréta des minéraliers atteignant jusqu'à 25 000 tonnes de port en lourd, limités en taille, tant par les tirants d'eau des lagons que par la durée des cabotages mines/usine.

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La croissance des productions minières, associée à l'augmentation considérable des ouvertures de routes, des décapages et des stériles, atteignant plus de 10 millions de tonnes en 1975, causa à l'évidence des dommages à l'environnement, dont la prise de conscience fut, en Nouvelle Calédonie (comme ailleurs, il est vrai) tardive.

Durant des années, ces déblais étaient déversés sur les flancs des exploitations, sans mesures particulières de protection des talwegs et des eaux.

Les années 70 marquèrent non seulement cette prise de conscience mais aussi la recherche, et la mise en œuvre, des procédés d'une exploitation minière sans dommages sur son environnement (autre que la surface exploitée) : ouverture des pistes de prospection et des routes minières avec transport et stabilisation des déblais, protection par mini-barrages filtrants de tous les talwegs, constitution de décharges stabilisées par compaction des produits de décapage, outils pérennes de surveillance des stabilités, etc.

Toutes ces techniques, mises laborieusement au point, ont permis de mettre en exploitation sans pollution significative des mines très exposées, telles que la mine du Kongouhaou (ouverte en 1975 en amont d'un espace naturel protégé), celle de Méa (ouverte en 1978) ou encore celle du Kopéto.

Elles ont fait également école, en conduisant dans la même voie les autres exploitations minières calédoniennes.

Parallèlement, les premières recherches et les premiers essais de reconstitution d'un couvert végétal sur les surfaces exploitées ont été entrepris : une tâche très difficile, tant la fixation, la dissémination des espèces et la croissance végétale sont lentes, sur les sols latéritiques de la Nouvelle-Calédonie.

L'usine de Doniambo, en site périurbain quant à elle, posait le problème, plus classique et propre aux aciéries et fonderies, des fumées et des poussières. Ce problème a été pris en compte, lors de la construction de l'usine Demag, et il a été progressivement, sinon totalement surmonté, du moins maîtrisé, dans les années 80.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LES RELATIONS SOCIALES

Ces développements miniers et métallurgiques ont bien évidemment appelé une formation professionnelle continue et de plus en plus organisée et structurée, progressivement épaulée par l'effort croissant de l'Etat et du Territoire, à commencer par la scolarisation généralisée puis la mise en place de structures adaptées.

La SLN, outre le développement de ses formations internes, générales ou spécifiques à chaque nouvelle installation, a impulsé aussi la création de la formation professionnelle aux métiers de la mine, de la métallurgie et de la maintenance, intégrée au réseau scolaire et, plus tard, universitaire ou dans un cadre interprofessionnel.

Premier employeur du territoire, avec jusqu'à 5 000 salariés à la fin des années 60, dans un environnement réglementaire relativement désuet, le Code du travail métropolitain n'étant pas applicable dans les Territoires d'Outre-mer, la SLN fut confrontée à l'émergence naturelle d'un syndicalisme naissant et à la nécessité de s'ouvrir au dialogue social. Et si cela n'alla pas sans heurts, elle n'a pas à rougir de son bilan en la matière. Elle suscita la création d'une fédération patronale, d'une caisse de sécurité sociale (couvrant : retraite primaire, assurance maladie, allocations familiales, accidents du travail)... et celle du Fonds Social de l'Habitat, qui contribua beaucoup au développement périurbain, ainsi qu'à un relatif équilibre social. Elle soutint et abonda la création d'une mutuelle de santé, la première du territoire. Elle créa, en 1969, le premier Comité d'Entreprise, puis, ultérieurement, un système d'intéressement aux résultats et un plan d'épargne, devançant la législation locale en la matière.

Dans ces deux domaines de la formation et des relations sociales, comme en d'autres, la SLN a bien été le précurseur de la modernité en Nouvelle-Calédonie.

EPILOGUE : ERAMET

Ce rappel, brièvement brossé afin de conserver la mémoire d'une histoire qui s'efface, du développement de la SLN durant ces années dites des Trente Glorieuses, est bien celui de l'émergence à la modernité d'une entreprise née d'une découverte minière du XIX^e siècle dans un marché tout juste naissant, à mille lieues de ses mandataires et de ses débouchés.

De cette découverte et du génie des hommes, malgré les guerres, et les crises, parfois violentes, est né ce qui est aujourd'hui Eramet, un groupe français, international quant à ses compétences et à ses implantations, minier et métallurgique, leader en matière de manganèse, incontournable en ce qui concerne le nickel.

Sa filiale, la SLN, qu'elle détient majoritairement, mais qui fut également, en quelque sorte, sa mère, est une société prospère qui contribue pleinement à l'économie et à la vie de la Nouvelle-Calédonie, qui en est, avec 34 % de son capital, le deuxième actionnaire.

